

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne

Angoulême le 23/09/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/08/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**DRIEZ Aurélien SCEA**

21 Rue du Nord  
16170 Vaux-Rouillac

Références : 2025\_1165\_UbD16-86\_Env

Code AIOT : 0003104568

Pièce jointe : projet d'arrêté de mise en demeure

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/08/2025 dans l'établissement SCEA DRIEZ Aurélien implanté au lieu dit « Terre Fort » 16170 Vaux-Rouillac. L'inspection a été annoncée le 27/08/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection d'un site de stockage d'alcools soumis au régime de la déclaration (4755 – DC) a eu lieu dans le cadre de l'instruction d'une demande d'enregistrement pour la création d'une distillerie (et d'un chai de distillation) sur ce même site. L'objectif de l'inspection était de s'assurer que les stockages d'alcools étaient en deçà des 500 m<sup>3</sup>.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SCEA DRIEZ Aurélien
- lieu dit « Terre Fort » 16170 Vaux-Rouillac
- Code AIOT : 0003104568
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La SCEA Driez Aurélien, et plus particulièrement le site de Terre Fort à Vaux-Rouillac, comporte deux chais de stockage d'alcools de bouche d'une surface de 300 m<sup>2</sup> chacun et dont la QSP totale est inférieure à 500 m<sup>3</sup>. Cette installation est connue de l'administration comme étant donc soumise au régime de la déclaration avec contrôle périodique au titre de la rubrique 4755 des ICPE.

En 2025, l'exploitant a déposé une demande d'enregistrement pour la création d'une distillerie (associée à un chai de distillation) sur ce même site. Ce dépôt d'un dossier de demande d'enregistrement constituait un préalable à un dossier de demande d'autorisation environnementale pour l'extension de ses stockages d'alcools sous le régime de l'autorisation au titre de la rubrique 4755. Ce dossier est prévu d'être déposé prochainement auprès de l'administration.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative au regard de la rubrique 4755	Code de l'environnement, Annexe à l'article R. 511-9	Mise en demeure, dépôt de dossier, Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
4	Installations électriques des chais	Arrêté Préfectoral du 18/06/2008, article 2.6.	Demande d'action corrective	4 mois
6	Rétention associée aux chais	Arrêté Préfectoral du 18/06/2008, article 2.8.1.	Demande d'action corrective	4 mois
7	Aire de chargement/déchargement des chais	Arrêté Préfectoral du 18/06/2008, article 2.8.4.	Demande d'action corrective	6 mois
9	Défense extérieure contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 18/06/2008, article 4.1.2.1	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Implantation des chais « nouveaux »	Arrêté Préfectoral du 18/06/2008, article 2.1.1.	Sans objet
3	Construction et comportement au feu des bâtiments	Arrêté Préfectoral du 18/06/2008, article 2.4	Sans objet
5	Mise à la terre des équipements des chais	Arrêté Préfectoral du 18/06/2008, article 2.7.	Sans objet
8	Extincteurs des chais	Arrêté Préfectoral du 18/06/2008, article 4.1.1.1	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté plusieurs écarts à la réglementation portant notamment sur la quantité d'alcools stockés (défaut d'autorisation environnemental relevé).

L'inspection propose de mettre en demeure l'exploitant de mettre en conformité dans un délai de 6 mois son établissement sur le point précité, notamment régulariser la situation administrative de son établissement pour rendre compatible ses stockages avec le régime de l'autorisation ICPE (il est attendu que l'exploitant dépose un dossier de régularisation). Un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure (APMD) est joint au présent rapport et il est laissé un délai de 15 jours à l'exploitant pour formuler ses éventuelles remarques dans le cadre de la procédure contradictoire.

L'inspection a constaté d'autres écarts pour lesquels des actions correctives sont souhaitées, sans suite administrative proposée à ce stade.

Concernant le défaut d'autorisation ICPE pour l'exploitation de stockage d'alcools soumis sous le régime de l'autorisation (rubrique 4755), l'inspection a signalé au parquet d'Angoulême cette situation qui représente un délit répréhensible pénalement.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative au regard de la rubrique 4755

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, Annexe à l'article R. 511-9
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Rubrique 4755
<b>Prescription contrôlée :</b>  4755. Alcools de bouche d'origine agricole et leurs constituants (distillats, infusions, alcool éthylique d'origine agricole, extraits et arômes) présentant des propriétés équivalentes aux substances classées dans les catégories 2 ou 3 des liquides inflammables. 1. La quantité susceptible d'être présente étant supérieure ou égale à 5 000 t : Autorisation 2. Dans les autres cas et lorsque le titre alcoométrique volumique (TAV) est supérieur 40 % : la quantité susceptible d'être présente étant: a) Supérieure ou égale à 500 m <sup>3</sup> : Autorisation b) Supérieure ou égale à 50 m <sup>3</sup> : Déclaration soumis au contrôle périodique
<b>Constats :</b>  La SCEA Aurélien Driez dispose d'un récépissé de déclaration du 11 mars 2019 pour l'exploitation d'une installation de stockage d'alcools de bouche d'origine agricole de TAV > 40 % vol., d'une capacité de 430 m <sup>3</sup> (1er chai).  Le 23 juin 2020, une nouvelle déclaration est déposée par l'exploitant pour un second chai, d'une capacité de 420 m <sup>3</sup> .  Afin de ramener la QSP totale sous le seuil de 500 m <sup>3</sup> pour rester sous le seuil de l'Autorisation de la rubrique 4755, l'entreprise a modifié par la suite la QSP du chai n°2 qui passe de 420 à 70 m <sup>3</sup> . Cette modification a été retranscrite dans le dossier de demande d'enregistrement pour l'extension de sa distillerie.

<p>L'inspection a pu constater que les capacités de stockage des chais sont bien supérieures à celles déclarées (dont la QSP ne doit pas dépasser 499 m<sup>3</sup>). En particulier, le chai 2 comporte 12 tonneaux de 350 hl soit 420 m<sup>3</sup> au lieu des 70 m<sup>3</sup> déclarés dans son dossier d'enregistrement.</p> <p>La quantité d'alcools susceptible d'être présente sur le site étant supérieure à 500 m<sup>3</sup> (environ 850 m<sup>3</sup> observés lors de la visite d'inspection), il s'agit d'un défaut d'autorisation. Cette situation est irrégulière et constitue un délit répréhensible pénalement.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'installation relève actuellement du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 4755 de la nomenclature des installations classées et est exploitée sans avoir fait l'objet de l'autorisation préfectorale requise en application du code de l'environnement.</p> <p>Il appartient à l'exploitant de régulariser sa situation :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- soit en déposant une demande d'autorisation environnementale ;</li> <li>- soit en réduisant la capacité de stockage d'alcools de TAV &gt; 40 % vol pour revenir à la situation déclarée initialement.</li> </ul> <p>Afin de régulariser la situation administrative, il est proposé de prendre un arrêté préfectoral de mise en demeure (APMD) pour la régularisation de la situation. Ce projet est transmis à l'exploitant pour avis dans le cadre de la procédure contradictoire réglementaire (délai accordé de 15 jours).</p> <p>Aussi concernant la situation délictuelle observée, l'inspection a signalé au parquet d'Angoulême cette situation qui représente un délit répréhensible pénalement.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, dépôt de dossier</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 6 mois</p>

## N° 2 : Implantation des chais

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/06/2008, article 2.1.1.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Implantation</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Chaque installation de stockage doit être implantée à une distance minimale des limites de propriété. Cette distance est définie conformément à l'annexe II du présent arrêté. Les distances minimales entre installations de stockage et distilleries sont identiques à celles entre chais indépendants définis à l'annexe II.</p> <p><i>Annexe II:</i> Pour les chais d'une surface inférieure ou égale à 500 m<sup>2</sup>, la distance d'éloignement par rapport aux limites de propriétés des tiers [...] est supérieure ou égale à la valeur calculée selon la formule [...] soit à titre indicatif: une distance de 11m pour une surface du chai de 300 m<sup>2</sup>.</p>

Dans le cas où il y a plusieurs chais sur un même site, la surface à prendre en compte est la surface totale des chais s'ils ne sont pas indépendants. Un chai est dit indépendant si, pour les chais inférieurs à 500 m<sup>2</sup>, il est situé à plus de 6m d'un autre chai.

**Constats :**

Les 2 chais, actuellement déclarés au titre de la rubrique 4755 et qui présentent chacun une surface inférieure à 500 m<sup>2</sup>, sont bien séparés l'un de l'autre par une distance d'au moins 6 m, conformément aux exigences en vigueur, et peuvent ainsi être considérés comme indépendants. Les chais se situent à une distance d'au moins 11 m de la limite du site, et donc *a minima* des limites de propriétés des tiers.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Construction et comportement au feu des bâtiments**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 18/06/2008, article 2.4

**Thème(s) :** Risques accidentels, Comportement au feu

**Prescription contrôlée :**

Les chais présentent les caractéristiques minimales de réaction et de résistance au feu suivantes :

Murs: Les murs extérieurs sont construits en matériaux de classe A2s1d0 (M0) et REI 240 (coupe-feu 4 heures) [...]

Ouvertures/issues: Les portes extérieures des chais sont E30 (pare-flammes degré une demi-heure)

Évacuation des fumées: Les chais sont équipés en partie haute, de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie [...] La surface des exutoires de fumées est de 1m<sup>2</sup> minimum [...] pour les chais d'une surface inférieure ou égale à 300m<sup>2</sup>.

**Constats :**

La présence des dispositifs d'évacuation des fumées a pu être constatée lors de la visite d'inspection.

Les justificatifs suivants n'ont pas pu être consultés sur place mais ont été envoyés par mail à l'inspection le 09/09/25:

- caractère coupe feu 4 h des murs: facture entreprise Desnoyers
- caractéristique et dimensionnement exutoire de désenfumage: facture entreprise Eric Migne
- caractère pare-flamme 30min des portes extérieures: factures entreprise Eric Migne (chai 1) et entreprise Thomas Jarnac (chai 2)

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Installations électriques des chais

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/06/2008, article 2.6.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un interrupteur général, bien signalé et protégé des intempéries, permet de couper l'alimentation électrique des installations de stockage, sauf celle des moyens de secours et de sécurité. Il est installé à proximité d'au moins une issue et à l'extérieur de l'installation de stockage. Un voyant lumineux extérieur signale la mise sous tension des installations électriques des installations de stockage autres que les installations de Sécurité [...] Les appareils utilisant de l'énergie électrique (pompes, brasseurs...) [...] sont au minimum de degré de protection égal ou supérieur à IP55.
<b>Constats :</b>  Chacun des deux chais est équipé d'un interrupteur général permettant de couper son alimentation électrique. Ce dispositif est situé à l'extérieur du bâtiment, à proximité de l'entrée, mais ne dispose pas de voyant lumineux signalant la mise sous tension des installations électriques du chai. Au cours de la visite, l'inspection n'a pas rencontré de matériel électrique de type brasseur ou pompe pouvant faire l'objet d'un contrôle du respect de l'indice de protection requis.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est demandé à l'exploitant: - d'équiper l'interrupteur général de chacun des deux chais d'un voyant lumineux extérieur signalant la mise sous tension des installations électriques du chai autres que les installations de sécurité. - d'envoyer à l'administration un justificatif de cette modification (photo, facture d'intervention...) - de justifier que les pompes ou toutes autres installations électriques dans les chais sont bien d'indice de protection IP 55.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois

#### N° 5 : Mise à la terre des équipements des chais

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/06/2008, article 2.7.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mise à la terre des équipements
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) contenant et/ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mis à la terre et reliés par des liaisons équipotentielles conformément aux règlements et aux

normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits. Sur chaque zone de chargement/déchargement des alcools, les camions doivent pouvoir être reliés électriquement au circuit général de terre.
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par sondage aléatoire, l'inspection a pu constater que les équipements des 2 chais (tonneaux, cuves et racks métalliques) sont bien reliés à la terre.</p> <p>L'aire de chargement/déchargement présente une attache murale sur laquelle les camions peuvent se relier au circuit général de terre.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Rétention associée aux chais

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/06/2008, article 2.8.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétentions
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout récipient contenant de l'alcool est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 100% de la capacité du plus grand récipient,</li> <li>- 50% de la quantité susceptible d'être présente des récipients associés à la rétention.</li> </ul> <p>En cas d'incendie, les effluents débordant de la cuvette de rétention ne doivent pas se diriger vers:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la propriété des tiers,</li> <li>- un réseau souterrain public,</li> <li>- des bâtiments habités ou occupés par des tiers,</li> <li>- d'autres installations de stockage,</li> <li>- les points d'eau des services de secours.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le chai 1, d'une surface de 299 m<sup>2</sup> et dont la QSP est déclarée à 430 m<sup>3</sup>, est placé en rétention interne par encaissement de 1m, soit un volume de rétention de 299 m<sup>3</sup>.</p> <p>Le chai 2, d'une surface de 299 m<sup>2</sup> et dont la QSP est déclarée à 70 m<sup>3</sup> dans le dossier d'enregistrement déposé en 2025 pour la construction d'une distillerie (2250 – E), est placé en rétention interne par encaissement de 2,45 m soit un volume de rétention de 732.5 m<sup>3</sup>.</p> <p>Le volume des rétentions internes de chacun des chais est suffisant <b>au regard des QSP déclarées</b> (50% de la QSP des récipients associés à la rétention) et dans la mesure où la QSP globale du site reste strictement inférieure à 500 m<sup>3</sup> (régime DC).</p> <p>L'inspection ayant constaté que la QSP réelle était bien supérieure à celle déclarée, les capacités de rétention dans la situation actuelle sont insuffisantes.</p>



<p>Il a également été constaté que des bouches d'aération sont disposées tout le long du chai 1 et placées en dessous du niveau requis de rétention interne (à savoir 215 m<sup>3</sup>). En cas d'incendie, ces aérations rendent possible la propagation des effluents enflammés, par débordement, vers le chai 2, situé en contrebas. La topographie entre les deux chais implique que le débordement du chai 1, de sa rétention interne et/ou des grilles sus-citées, soit renvoyé vers le chai 2. Cette configuration risque d'initier l'incendie généralisé des deux chais. Des actions doivent être prises pour y remédier.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant d'agir sur la QSP réelle des installations de stockage afin que les volumes présents bénéficient d'une rétention suffisante. Cet aspect est abordé au point de contrôle 1, y compris dans les suites à donner.</p> <p>Concernant les sorties d'aération, il est demandé à ce qu'elles soient bouchées ou modifiées en termes de positionnement (pour garantir une capacité de rétention ad hoc) de façon à ce qu'elles ne permettent aucune propagation d'effluents enflammés en cas d'incendie.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 4 mois</p>

#### N° 7 : Aire de chargement/déchargement des chais

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/06/2008, article 2.8.4.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Aire de chargement/déchargement</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les aires sont implantées sur le site. Les déversements accidentels sur les aires sont collectés et canalisés vers le système d'extinction des effluents des installations de stockage ou autre dispositif équivalent. En aucun cas les effluents déversés ne peuvent se diriger vers les installations de stockage.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le site dispose d'une aire de dépotage d'alcools placée devant le chai 1. Celle-ci est constituée d'une dalle béton et présente un caniveau permettant de collecter les déversements accidentels, qui sont ensuite canalisés vers un puisard (selon les dires de l'exploitant).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de connecter l'aire de dépotage à un système de collecte des déversements accidentels (de type cuve, bassin étanche ou autre dispositif équivalent dont l'étanchéité et l'intégrité peuvent être contrôlées) d'un volume d'au moins 30 m<sup>3</sup> (100% de la</p>

capacité d'un camion citerne).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

#### N° 8 : Extincteurs des chais

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/06/2008, article 4.1.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Pour les installations de stockage de moins de 300 m <sup>2</sup> : Elles sont équipées de deux extincteurs au moins judicieusement répartis. Leur puissance extinctrice minimale doit être de 144 B au moins. Ce matériel est périodiquement contrôlé et la date des contrôles est portée sur une étiquette fixée à chaque appareil.
<b>Constats :</b>  L'inspection a pu constater la présence d'au moins deux extincteurs de puissance minimale 144B dans chacun des chais. (par sondage : chai 2, extincteur de type 183B, dernier contrôle mentionné effectué en février 2025 : situation donc conforme).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 9 : Défense extérieure contre l'incendie des chais

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/06/2008, article 4.1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Pour les installations de stockage de moins de 300 m <sup>2</sup> : Elles sont protégées par un point d'eau public ou privé permettant de disposer d'au moins 120 m <sup>3</sup> en 2h [...]
L'emplacement du point d'eau est: <ul style="list-style-type: none"> <li>- distant de moins de 200 m du chai par les voies carrossables ;</li> <li>- facilement accessible en permanence ;</li> <li>- situé à 5 m au plus du bord de la chaussée ou de l'aire de stationnement des engins d'incendie.</li> </ul>

**Constats :**

Le site est équipé d'une citerne à eau souple d'un volume de 120 m<sup>3</sup>, accessible et à environ 30 m des chais. Ce volume est conforme dans le cas d'installations de stockage d'alcools de moins de 300 m<sup>2</sup> pour des sites à **déclaration**, mais ne saurait l'être en cas de QSP supérieure à 500m<sup>3</sup> relevant d'un régime de l'**autorisation** (cf point de contrôle 1).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de disposer d'une DECI (défense extérieure contre l'incendie) en adéquation avec les stockages faits, soit un volume de 300 m<sup>3</sup> d'eau dans le cas où la QSP totale du site (c'est à dire celle pour les deux chais réunis) resterait supérieure à 500 m<sup>3</sup>.

Cet aspect est également abordé dans les mesures conservatoires proposées dans le projet d'APMD de régularisation de la situation évoqué au point de contrôle 1 et joint au présent rapport.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois